

*Questions orales*

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, j'ignore pourquoi, mais chaque fois que le député se réfère au *Financial Post*, il fait un choix bien particulier. Il aurait certes pu le faire avec plus de soin, de sorte qu'il aurait cité le passage de la déclaration du ministre des Finances qui est pertinent.

**M. Tobin:** Assez pertinent.

**M. Mulroney:** Pardon, le député a dit assez pertinent. Permettez-moi de lire les paroles du ministre des Finances que le député a sans doute omis de lire par inadvertance.

Le ministre des Finances a déclaré: «Je suis en train d'élaborer l'équivalent d'un budget. Le Cabinet sera saisi d'un budget et d'un énoncé économique et financier.» Or, c'est précisément ce qu'il va faire. Il procède à des consultations, il élabore un budget, il le soumettra au cabinet, le cabinet l'examinera et puis la Chambre sera entièrement saisie des projets du gouvernement.

Je peux garantir au député qu'il n'y aura pas de situations du genre de celles qui se sont produites lorsque lui et ses collègues formaient le gouvernement, lorsque les taux d'intérêt ont grimpé à 22,75 p. 100, le taux d'inflation à 12,9 p. 100 et le taux de chômage à 11,8 p. 100. Ces taux joints au Programme énergétique national ont porté un coup terrible au Canada. Cela ne se reproduira pas avec le gouvernement en place.

[Français]

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. On sait que les ministres qui désirent devenir le prochain chef du Parti conservateur ont tous des points de vue différents en ce qui concerne le budget. Tout ce qui les intéresse, c'est leurs propres jobs, pas les jobs des Canadiens. Pourtant, il y a plus de 1,5 million de Canadiens qui attendent avec impatience un budget qui va leur redonner un peu d'espoir dans l'avenir.

J'aimerais donc demander au premier ministre de dire clairement à la Chambre et aux Canadiens aujourd'hui s'il y aura, dans les semaines qui viennent, un budget du gouvernement fédéral.

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, la réponse est exactement la même qu'en anglais. Comme je l'ai dit à mon honorable ami d'Ottawa—Vanier, compte tenu de l'importance de ces grandes questions économiques, peut-être que la députée de Hamilton pourrait parler à son chef pour que, le même jour, il puisse dire, de deux choses l'une, vu qu'il s'agit de questions économiques importantes: Est-il en

faveur de la TPS, oui ou non? Est-il en faveur du traité de libre-échange, oui ou non? Est-il en faveur d'un programme de réduction du déficit, oui ou non? Si le ministre des Finances présente un budget, peut-être que le chef de l'opposition, pour une fois dans sa vie, pourrait se lever pour nous donner une réponse à une question concrète.

[Traduction]

**Mme Sheila Copps (Hamilton-Est):** Monsieur le Président, le premier ministre veut que nous présentions un budget. Demandez-lui simplement d'avoir le courage de déclencher des élections.

• (1440)

Manifestement, le premier ministre joue avec la vie de centaines de milliers de Canadiens pour des motifs purement politiques. Il est évident que tout ce qui l'intéresse à l'heure actuelle, c'est de couronner son successeur plutôt que d'essayer de . . .

**M. le Président:** Un instant. La discussion prend un tour personnel inutilement. La députée aurait-elle l'obligance d'introduire sa question, puis de la poser.

**Mme Copps:** Monsieur le Président, je me sens personnellement concernée par le fait que 1,6 million de Canadiens cherchent du travail au Canada. Je souhaiterais qu'il en aille de même du premier ministre.

Je voudrais demander au premier ministre très directement. . .

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Règlement!

**Mme Copps:** Je voudrais poser la question suivante au premier ministre: Étant donné que son propre ministre des Finances demande aux Canadiens de se serrer la ceinture, va-t-il serrer la sienne et abolir un programme d'achat d'hélicoptères qui va coûter 400 \$ à chaque contribuable canadien?

**Le très hon. Brian Mulroney (premier ministre):** Monsieur le Président, ma collègue dit qu'elle se sent personnellement concernée, comme elle devrait l'être, par le chômage au Canada. Or, aujourd'hui, le taux de chômage est de 1 p. 100 environ inférieur à ce qu'il était lorsqu'elle faisait partie du dernier gouvernement.

**Mme Copps:** Vous êtes dans l'erreur. . .

**M. Mulroney:** Ma collègue dit que je suis dans l'erreur. Les chiffres sont là; elle n'a qu'à vérifier.

**Mme Copps:** Je n'étais pas membre du dernier gouvernement libéral.

**M. Mulroney:** Vous le défendiez.